

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo est fixée à 63.397 francs cfa la tonne.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 1^{er} octobre 1966

N. Grunitzky

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO-RECOLTE PRINCIPALE

Barème cacao R.P. 1966-67

	francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	50.000
1 Commission acheteur produit	1.400
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	400
3 Transport au centre de collecte	1.500
	3.300
Valeur nu-basculer centre de collecte	53.300
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	450
5 Transport chemin de fer	1.075
	1.525
Valeur nu-basculer Lomé	54.825
6 Sacherie (14 1/4 sacs à 90)	1.283
7 Amortissement de sac 10%	128
8 Entrée et sortie magasin Lomé	250
9 Déchets 0,50% V.N.B.	274
10 Loyer magasin Lomé	200
11 Financement 7% pour 3 mois V.L.M.	1.059
12 Frais généraux fixes	2.500
	5.694
Valeur loco-magasin Lomé	60.519
13 Transit (y compris voie locale)	1.031
14 Commission acheteur agréé 3% sur (V.L.M. + Transit)	1.847
	2.878
Valeur à facturer à l'O.P.A.T.	63.397

DECRET N° 66-155 du 4-10-66 autorisant la fabrication de boissons alcooliques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret du 10 juin 1942 réglementant la fabrication, l'importation, la vente et la consommation des boissons alcooliques ;

Vu le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme et du ministre de la santé publique ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La société Chimique Africaine est autorisée à fabriquer des boissons alcooliques classées aux quatrième et cinquième groupes définis par l'article premier du décret du 10 juin 1942 susvisé.

La société Chimique Africaine devra se soumettre à tous les contrôles et vérifications prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 octobre 1966

N. Grunitzky

DECRET N° 66-164 du 11-10-66 portant modification du décret du 1-10-66 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte principale 1966-67.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'Office des Produits Agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 66-150 du 1^{er} octobre 1966 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'OPAT pour la récolte principale 1966-67 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux normes du conditionnement, précédemment fixé à 50 francs, est porté à 55 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo est fixée à 68.665 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 11 octobre 1966

N. Grunitzky

Barème cacao R.P. 1966-67

	francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	55.000
1 Commission acheteur produit	1.400
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	400
3 Transport au centre de collecte	1.500
	3.300

<i>Valeur nu-basculé centre de collecte</i>	58.300
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	450
5 Transport chemin de fer	1.075
	1.525

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	59.825
6 Sacherie (14 1/4 sacs à 90)	1.283
7 Amortissement de sac 10%	128
8 Entrée et sortie magasin Lomé	250
9 Déchets 0,50% V.N.B.	299
10 Loyer magasin Lomé	200
11 Financement 7% pour 3 mois VLM	1.149
12 Frais généraux fixes	2.500
	5.809

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	65.634
13 Transit (y compris voie locale)	1.031
14 Commission acheteur agréé 3% sur (VLM + Transit)	2.000
	3.031

Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 68.665

DECRET No 66-171 du 20-10-66 portant création de tribunaux coutumiers de première instance.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu la loi no 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu le décret no 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi no 61-17 du 12 juin 1961 susvisée;

Vu le décret no 62-36 du 21 février 1962 portant création de tribunaux coutumiers de première instance;

Vu le décret no 63-75 du 4 juillet 1963 portant création de tribunaux coutumiers de première instance, et modifiant le décret no 62-36 du 21 février 1962;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé par le présent décret et conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, deux tribunaux coutumiers de première instance dont le siège et le ressort sont fixés ci-après :

1°) — Tribunal coutumier de première instance de Niamtougou ayant son siège à Niamtougou et comme ressort la circonscription administrative de Niamtougou.

2°) — Tribunal coutumier de première instance de Bassari ayant son siège à Bassari et comme ressort la circonscription administrative de Bassari.

Art. 2 — Les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 5 du décret no 62-36 du 21 février 1962 sont modifiées comme suit :

— Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Sokodé et dont le ressort est celui de la circonscription administrative de Sokodé.

Art. 3 — Les dispositions de l'article premier, alinéa 1 du décret no 63-75 du 4 juillet 1963 sont ainsi modifiées :

— Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Lama-Kara et dont le ressort, qui est celui de la circonscription administrative de Lama-Kara, s'étend provisoirement aux circonscriptions administratives de Pagouda et Bafilo.

Art. 4 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 octobre 1966

N. Grunitzky

DECRET No 66-173 du 21-10-66 portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret no 64-136 du 17 septembre 1964 portant organisation de l'Ecole nationale d'administration.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu le décret no 64-136 du 17 septembre 1964 portant organisation de l'Ecole nationale d'administration;

Sur proposition du ministre de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret no 64-136 du 17 septembre 1964, seront autorisés à se présenter au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration les candidats remplissant l'une des conditions suivantes :

A — Candidats étudiants

a) Avoir réussi à l'examen probatoire de l'enseignement secondaire (ancienne 1^{re} partie du baccalauréat);

b) Ou bien avoir obtenu, en cas d'échec à l'examen probatoire précité, la moyenne générale de 10 au cours de leur année scolaire en classe de 1^{re};

c) Ou bien avoir obtenu le diplôme de l'Ecole commerciale du centre d'enseignement technique de Lomé.

B — Candidats fonctionnaires des cadres C et D Agents permanents ou agents contractuels

Justifier de 3 ans au moins de services effectifs et être autorisés à se présenter au concours par décision du ministre de la fonction publique après examen de leur candidature par une commission composée comme suit :